

Séance publique du 10 février 2014

Öffentliche Sitzung vom 10. Februar 2014

Lorsque le vote n'est pas spécifié,
la décision a été prise à l'unanimité des voix.

*Falls das Resultat der Abstimmung
nicht angegeben ist,
ergab das Votum Einstimmigkeit.*

Au début de la séance, le bourgmestre informe
sur les modifications apportées à l'ordre du jour :

- Ajout du point 1.3 : Autorisation d'ester en justice
- Retrait du point 4.2 : Convention de mise à disposition avec la société Tango suite à l'information par la société Tango du refus d'autorisation par le Ministère du Développement durable et des Infrastructures de l'installation d'une station de base de téléphonie mobile sur un fonds à Crauthem. Par conséquent la convention de mise à disposition devient caduque.

1.1

Communications du collège échevinal

- La conseillère Nadine Brix (Déi Gréng) a demandé l'inscription à l'ordre du jour d'une discussion sur l'opportunité d'élaborer un plan de sensibilisation pour le recyclage de déchets dans les immeubles résidentiels. Le collège propose de reporter cette discussion lorsque le nouveau concept de gestion des déchets, actuellement en cours d'élaboration avec les communes du SYCOSAL, et le règlement y relatif seront soumis au conseil.
- Le budget rectifié 2013 et le budget 2014 ont été approuvés par le Ministère de l'Intérieur avec quelques modifications. Les crédits concernant l'impôt commercial et les dotations de

La séance a lieu dans la salle des séances de la maison communale à Roeser. Elle débute à 15:00 heures et se termine à 17:59 heures. La séance est présidée par Monsieur Tom Jungen.

Die Sitzung findet im Sitzungssaal des Gemeindehauses in Roeser statt. Sie beginnt um 15:00 Uhr und endet um 17:59 Uhr. Den Vorsitz der Sitzung übernimmt Herr Tom Jungen.

Présences / Anwesende :

Nadine Brix, Suzette Dostert-Wagener, Tom Jungen, Léonie Klein-Hoffmann, Marianne Pesch-Dondelinger, Renée Quintus-Schanen, Edy Reding, Jean-Paul Reiter, Pierre Schumacher.

Absences / Abwesende :

Eugène Berger, Sandra Flammang
(excusés / entschuldigt)

Zu Beginn der Sitzung informiert der Bürgermeister über zwei Änderungen der Tagesordnung:

- Hinzufügen des Punkts 1.3: Genehmigung um vor Gericht zu ziehen
- Streichung des Punktes 4.2: Konvention mit der Gesellschaft Tango, da die Gesellschaft Tango die Gemeindeverwaltung informiert hat, dass das Ministerium für nachhaltige Entwicklung die Aufstellung einer Basisstation für mobile Telekommunikation auf einem Gelände in Crauthem nicht genehmigt. Die vorgesehene Konvention wird folglich unwirksam.

1.1

Mitteilungen des Schöffenrats

- Die Gemeinderätin Nadine Brix (Déi Gréng) hat darum gebeten, eine Debatte über die Notwendigkeit eines Sensibilisierungsplans für Recycling für die Mehrfamilienhäuser auf die Tagesordnung zu setzen. Der Schöffenrat schlägt vor, diese Debatte zu führen, wenn das neue Abfallkonzept, welches momentan von den Gemeinden im Syndikat SYCOSAL ausgearbeitet wird, fertiggestellt wurde.
- Der berichtigte Haushalt 2013 und der Haushalt 2014 wurden vom Innenministerium genehmigt, mit verschiedenen Veränderungen. Die Kredite betreffend die Gewerbesteuer und die staatlichen Zuwendungen mussten ange-

l'Etat ont dû être modifiées suite aux chiffres actualisés fournis par l'Etat après l'établissement des budgets. Les dotations sont légèrement moins importantes dans le budget rectifié, une baisse qui peut cependant être compensée par un impôt commercial légèrement plus important. La même chose vaut pour l'exercice 2014, où les recettes de l'impôt commercial sont légèrement en baisse tandis que les recettes des dotations sont en hausse. Ces modifications nécessitent cependant une augmentation de l'emprunt prévu de 200.000 €. Dans ce contexte, il est rappelé que l'année dernière le Ministère avait inscrit un emprunt supplémentaire dans le budget de 2013 qui n'a pas été utilisé.

- Le crédit prévu au budget extraordinaire 2013 pour le financement de la couche de roulement de la rue Louise Michel à Bivange a été transféré à l'article « Remise en état de la voirie communale ».
- Concernant les polémiques des derniers jours en rapport avec des hommes qui auraient accosté des enfants aux alentours d'écoles, le Ministère de l'Education nationale a édité une circulaire qui a été transférée au personnel enseignant. Cette circulaire recommande d'être vigilant avant et après les cours et pendant les récréations. Le collège échevinal est convaincu que vu le bon fonctionnement du transport scolaire et du Pédibus, toutes les précautions devraient être prises dans la commune. Cependant un appel est lancé au personnel enseignant et aux parents d'enfants d'être vigilant et d'informer les enfants tout en évitant de semer la panique auprès des enfants. La présence de la Police sera également intensifiée. Dans ce contexte il est fortement déconseillé de publier des photos de personnes « suspectes » sur des réseaux sociaux. Le risque d'inculper des personnes innocentes est très grand et les conséquences juridiques pour la personne qui publie des photos sans autorisation peuvent être considérables.
- Il est demandé aux responsables des partis politiques de communiquer leurs prises de position concernant la présente réunion du conseil communal dans le délai d'une semaine. Le règlement d'ordre intérieur prévoit un délai de 2 semaines. Pour la présente réunion, la prise en compte de cette disposition est impossible, sinon le délai de parution du bulletin communal ne pourra pas être respecté.

1.2

Questions écrites des conseillers

Néant.

passt werden, nachdem der Staat seine Zahlen aktualisiert hat. Diese Information ist jedoch erst nach der Aufstellung der Haushalte eingegangen. Die staatlichen Zuwendungen im rektifizierten Haushalt sind leicht geringer, diese geringeren Einnahmen können jedoch zum größten Teil durch eine höhere Gewerbesteuer gedeckt werden. Dieselbe Situation liegt vor für den Haushalt 2014, hier sind die Einnahmen betreffend die Gewerbesteuer geringer und die Einnahmen der staatlichen Zuwendungen grösser. Die verschiedenen Veränderungen bedingen jedoch eine Erhöhung der Anleihe um 200.000 €. In dem Zusammenhang sei daran erinnert, dass das Ministerium im vergangenen Jahr eine zusätzliche Anleihe in den Haushalt eingeschrieben hatte, welche jedoch nicht genutzt wurde.

- Der Kredit, welcher im außerordentlichen Haushalt 2013 für die Finanzierung der Fahrbahn der rue Louise Michel in Biwingen vorgesehen war, wurde auf den Artikel „Remise en état de la voirie communale“ umgebucht.
- Betreffend die Polemik der letzten Tage bezüglich Männer, welche Kinder bei den Schulen angesprochen haben sollen, hat das Schulministerium ein Rundschreiben verfasst, welches an das Schulpersonal weitergeleitet wurde. Dieses Rundschreiben ruft dazu auf, wachsam zu sein vor Schulbeginn und nach Schulschluss, sowie während der Pausen. Der Schöfferrat ist überzeugt, dass dank der guten Organisation des Schultransports und des Pédibus alle Vorichtsmaßnahmen getroffen wurden. Trotzdem wird an das Personal und an die Eltern appelliert, wachsam zu sein und die Kinder zu informieren, ohne jedoch eine Panik zu verursachen. Die Polizei wird ebenfalls verstärkt vor Ort sein. In diesem Zusammenhang wird davon abgeraten, auf den sozialen Netzwerken Fotos von „verdächtigen“ Personen zu veröffentlichen. Das Risiko, eine unschuldige Person an den Pranger zu stellen ist groß und die juristischen Konsequenzen für die Person, welche Fotos ohne Genehmigung veröffentlicht, können verheerend sein.
- Die Verantwortlichen der Parteien werden gebeten, ihre Stellungnahmen zu dieser Gemeinderatssitzung innerhalb einer Frist von einer Woche einzureichen. Die interne Hausordnung sieht eine Frist von 2 Wochen vor. Die Einhaltung dieser Bestimmung ist dieses Mal nicht möglich, da das Gemeindeblatt anderenfalls nicht fristgerecht erscheinen kann.

1.2

Schriftliche Fragen der Gemeinderäte

Keine.

1.3

Autorisation d'ester en justice

Autorisation d'ester en justice afin de permettre au collège échevinal de porter plainte au pénal avec constitution de partie civile à l'encontre de l'administrateur-délégué de la société anonyme PROMONOVA s.a., ainsi qu'à l'encontre de la société même, établie et ayant son siège social à Berchem, aux fins d'obtenir :

Leur condamnation au pénal du chef de violation des dispositions de l'article 107 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, de toutes autres dispositions légales applicables et notamment pour avoir enfreint les prescriptions des plans d'aménagement généraux ou particuliers, sinon du règlement sur les bâtisses de l'administration communale de Roeser et de l'autorisation de bâtir et des plans de constructions approuvés ;

Au civil, d'avoir le rétablissement des lieux dans leur pristin état aux frais du contrevenant, notamment d'avoir la mise en conformité des travaux de construction aux dispositions de l'autorisation et aux plans de constructions approuvés ainsi que la suppression des travaux illégaux, sous peine d'une astreinte, sinon d'avoir la condamnation des parties adverses au coût des travaux de mise en conformité ;

Au civil, d'avoir la condamnation des parties adverses à des dommages-intérêts, de quelque nature qu'ils soient, notamment pour tracas, embêtement, dommage matériel et moral, frais judiciaires, etc.

En effet, le contrevenant a réalisé la toiture du parking souterrain de l'immeuble résidentiel à Berchem en violation de l'autorisation de construire et aux plans de constructions approuvés et malgré plusieurs mises en demeure a refusé toute régularisation respectivement toute mise en conformité de la construction en question.

2

Tableau de préséance des membres du conseil communal

En raison du changement intervenu dans la composition du conseil communal, le tableau de préséance, dressé le 23 novembre 2011 en application de l'article 11 de la loi communale, doit être modifié. Après le départ de Monsieur Guy Conrady l'ordre d'ancienneté est maintenant le suivant :

| | |
|-----------------------------|--------------------------------|
| 1. Dostert-Wagener, Suzette | 7. Pesch-Dondelinger, Marianne |
| 2. Jungen, Tom | 8. Berger, Eugène |
| 3. Quintus-Schanen, Renée | 9. Brix, Nadine |
| 4. Reiter, Jean-Paul | 10. Flammang, Sandra |
| 5. Reding, Edy | 11. Schumacher, Pierre |
| 6. Klein-Hoffmann, Léonie | |

1.3

Genehmigung um vor Gericht zu ziehen

Genehmigung um vor Gericht zu ziehen und dem Schöffenrat zu erlauben, Klage vor dem Straf- und Zivilgericht zu führen gegen den Verwalter der Gesellschaft PROMONOVA s.a., sowie gegen die Gesellschaft, mit Sitz in Berchem, um folgendes zu erreichen:

Ihre Verurteilung vor dem Strafgericht wegen Verstosses gegen die Bestimmungen von Artikel 107 des modifizierten Gesetzes vom 19. Juli 2004 betreffend die kommunale Gestaltung und urbane Entwicklung, beziehungsweise gegen andere legale Bestimmungen und insbesondere gegen die Auflagen des allgemeinen und partiellen Bebauungsplans. Ferner wegen Verstosses gegen die Bestimmungen der Bautenverordnung der Gemeinde Roeser sowie der Baugenehmigung und der genehmigten Baupläne.

Vor dem Zivilgericht die Wiederherstellung des ursprünglichen Zustandes der betroffenen Gelände unter Berücksichtigung der Bedingungen der Baugenehmigung und gemäß der genehmigten Baupläne, sowie die Beseitigung der nicht genehmigten Arbeiten durch den Zuwiderhandelnden beziehungsweise auf seine Kosten.

Vor dem Zivilgericht die Verurteilung der Gegenparteien zu einer Entschädigung für moralische und finanzielle Schäden.

Der Zuwiderhandelnde hat das Dach des unterirdischen Parkplatzes eines Mietshauses gelegen in Berchem nicht gemäß den Bestimmungen der Baugenehmigung und der genehmigten Baupläne ausgeführt. Trotz mehrfacher Aufforderungen wurde die Situation bis jetzt nicht in Ordnung gebracht.

2

Rangordnung der Ratsmitglieder

Aufgrund der Veränderung der Zusammensetzung des Gemeinderats, muss die Rangordnung, welche am 23. November 2011 gemäß Artikel 11 des Gemeindegesetzes verabschiedet wurde, abgeändert werden. Nach dem Rücktrittsgesuch von Herrn Guy Conrady, tritt folgende Rangordnung in Kraft:

3

Remplacement d'un membre à la commission de l'environnement

Nomination de Monsieur Dan Michels, demeurant à Crauthem, en remplacement de Monsieur Guy Conrady, démissionnaire. Monsieur Conrady a été nommé le 6 février 2012 en tant que représentant du groupe « Déi Gréng ».

3

Ersetzen eines Mitglieds im Umweltausschuss

Ernennung von Herrn Dan Michels wohnhaft in Crauthem in Ersetzung von Herrn Guy Conrady, welcher seinen Rücktritt eingereicht hat. Herr Conrady war am 6. Februar 2012 als Vertreter der Fraktion „Déi Gréng“ ernannt wurden.

Vote secret / geheime Abstimmung

| Oui / Ja | Non / Nein | Abstention(s) / Enthaltung(en) |
|----------|------------|--------------------------------|
| 8 | - | 1 |

4.1

Acte notarié - Cession gratuite

Acte établi par Me Christine Doerner, notaire de résidence à Bettembourg, concernant la cession gratuite par Madame Marie Reisdorffer, veuve Walentiny, d'une parcelle sise section C de Livange, numéro 432/2410, « rue de Bettembourg », contenant 0,75 are.

4.1

Notarielle Urkunde - unentgeltliche Abtretung

Notarielle Urkunde von Me Christine Doerner, Notarin in Bettembourg, betreffend die unentgeltliche Abtretung einer Parzelle gelegen in der Sektion C Liwingen, Nummer 432/2410, „rue de Bettembourg“, mit einer Fläche von 0,75 Ar, durch Frau Marie Reisdorffer, Witwe Walentiny.

4.2

Convention avec la société Tango

Point retiré de l'ordre du jour suite à l'information par la société Tango du refus d'autorisation par le Ministère du Développement durable et des Infrastructures de l'installation d'une station de base de téléphonie mobile sur un fonds inscrit au cadastre de la commune de Roeser, section E de Crauthem sous le numéro 557/108. Par conséquent la convention de mise à disposition devient caduque.

4.2

Konvention mit der Gesellschaft Tango

Dieser Punkt wurde von der Tagesordnung genommen, da die Gesellschaft Tango die Gemeindeverwaltung informiert hat, dass das Ministerium für nachhaltige Entwicklung die Aufstellung einer Basisstation für mobile Telekommunikation auf einem Gelände eingeschrieben im Katasterplan der Gemeinde Roeser, Sektion E Crauthem, unter der Nummer 557/108, nicht genehmigt. Die vorgesehene Konvention wird folglich unwirksam.

4.3

Location d'une parcelle à Livange

Location de la parcelle No 61/2221, sise section C de Livange, contenant 1,88 are, à Monsieur et Madame Moyen-Weis. Durée du bail : 1 an avec reconduction tacite de périodes consécutives de 1 an. Loyer annuel : 1,00 € symbolique. En contrepartie de la mise à disposition le locataire s'engage à entretenir le terrain et à ne pas ériger de construction quelconque, voire y effectuer des plantations.

4.3

Verpachtung einer Parzelle in Liwingen

Verpachtung der Parzelle Nummer 61/2221, gelegen in der Sektion C Liwingen, mit einer Fläche von 1,88 Ar, an Herrn und Frau Moyen-Weis. Dauer des Pachtvertrags: 1 Jahr mit stillschweigender Verlängerung um jeweils ein Jahr. Jährliche Pacht: 1 symbolischer Euro. Im Gegenzug verpflichtet sich der Pächter das Gelände zu unterhalten und keine Gebäude darauf zu errichten beziehungsweise das Gelände nicht zu bepflanzen.

4.4

Convention avec une association relative à l'organisation d'une course cycliste (Flèche du Sud 2014)

Une convention est conclue avec l'association Vélo-Union Esch relative à l'organisation de la 4^e étape de la 65^e édition de la Flèche du Sud qui se déroulera dans la commune de Roeser.

La convention est identique à celles des années précédentes par laquelle l'administration communale prend en charge l'organisation matérielle et financière de l'étape locale de la Flèche du Sud. La taxe d'organisation de cette étape est de 1.500 €. Les frais d'organisation sont également à charge de la commune.

4.4

Konvention mit einer Vereinigung betreffend die Organisation eines Radrennens (Flèche du Sud 2014)

Eine Konvention wird geschlossen mit der Vereinigung „Velo Union Esch“ bezüglich der Organisation der 4. Etappe der 65. Ausgabe der „Flèche du Sud“, welche in Roeser stattfindet.

Die Konvention ist identisch zu den Konventionen der vergangenen Jahre. Die Gemeindeverwaltung wird beauftragt, die materielle und finanzielle Organisation der Etappe zu übernehmen. Die Organisationsgebühr beläuft sich auf 1.500 €. Die Organisationskosten sind ebenfalls zu Lasten der Gemeinde.

5

Projet d'aménagement particulier à Livange (lieu-dit Kromstucker)

Projet d'aménagement particulier concernant des fonds sis à Livange, lieu-dit « Kromstucker », présenté par le bureau d'études « Espace et Paysage » d'Esch-sur-Alzette pour le compte de la société « Domaine de Livange S.A. »

En application de l'article 30 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain le projet doit être soumis au vote définitif du conseil communal. Le projet soumis au conseil a été redressé par les auteurs conformément aux observations émises dans l'avis de la Cellule d'évaluation.

5

Partieller Bebauungsplan in Liwingen (Ort: Kromstucker)

Partieller Bebauungsplan betreffend ein Gelände in Liwingen, Ort „Kromstucker“, welches vom Planungsbüro „Espace et Paysage“ aus Esch/Alzette im Auftrag der Gesellschaft „Domaine de Livange S.A.“ erstellt wurde.

Gemäß Artikel 30 des modifizierten Gesetzes vom 19. Juli 2004 betreffend die kommunale Gestaltung und urbane Entwicklung muss das Projekt endgültig vom Gemeinderat genehmigt werden. Das Projekt, welches dem Gemeinderat vorgelegt wird, wurde den Vorschriften des Gutachtens der „Cellule d'évaluation“ angepasst.

Vote / Abstimmung

| Oui / Ja | Non / Nein | Abstention(s) / Enthaltung(en) |
|---|----------------------------------|--------------------------------|
| Suzette Dostert-Wagener Tom Jungen Léonie Klein-Hoffmann Marianne Pesch-Dondelinger Renée Quintus-Schanen Edy Reding Jean-Paul Reiter | Nadine Brix Pierre Schumacher | - |

6.1

Foyer Eist Heem - Devis relatif à la rénovation du bâtiment et à la construction d'une annexe

Devis relatif à la rénovation du bâtiment (remise en état de la menuiserie extérieure et rénovation de la façade) et à la construction d'une annexe sur la terrasse en vue de l'aménagement d'un bureau. Le devis a été établi par le service technique.

6.1

Foyer Eist Heem – Kostenvoranschlag für die Renovierung des Gebäudes und den Bau einer Annexe

Kostenvoranschlag für die Renovierung des Gebäudes (Erneuerung der Türen und Fester und der Fassade) und den Bau einer Annexe auf der Terrasse zwecks Einrichtung eines Büros. Der Kostenvoranschlag wurde vom technischen Dienst erstellt.

| | |
|---|--------------|
| Total des travaux HTVA / <i>Summe der Arbeiten ohne Mehrwertst. :</i> | 191.836,00 € |
| TVA (15%) / <i>Mehrwertst. :</i> | 28.775,40 € |
| Total TVAC / <i>Summe inkl. Mehrwertst. :</i> | 220.611,40 € |
| Divers, imprévus (env. 1,989%) / <i>Verschiedenes, Unvorhergesehenes (ungefähr 1,989%)</i> | |
| Total général arrondi / <i>Summe (aufgerundet) :</i> | 225.000,00 € |

6.2

Extension de la maison relais de Roeser : Devis

Devis relatif à l'extension de la maison relais de Roeser par l'aménagement d'un bâtiment construit en système modulaire. Le devis a été établi par la société Multigone.

6.2

Erweiterung der Maison Relais in Roeser: Kostenvoranschlag

Kostenvoranschlag für die Erweiterung der Maison Relais in Roeser durch ein Gebäude das in Modulbauweise erstellt wird. Der Kostenvoranschlag wurde von der Gesellschaft „Multigone“ erstellt.

| | |
|--|----------------|
| Travaux et aménagements HTVA / <i>Arbeiten und Gestaltung ohne Mehrwertst. :</i> | 4.415.932,08 € |
| Honoraires HTVA / <i>Honorare ohne Mehrwertst. :</i> | 327.106,08 € |
| Total TVAC / <i>Summe inkl. Mehrwertst. :</i> | 5.078.321,89 € |

L'extension de la maison relais de Roeser est rendue nécessaire par la demande croissante des familles, d'une part, et par le règlement grand-ducal du 14 novembre 2013 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services d'éducation et d'accueil pour enfants, d'autre part. L'article 23 dispose que les agréments accordés selon les dispositions des règlements grand-ducaux précédents expirent le 15 juillet 2016.

Die Erweiterung der Maison Relais wurde notwendig aufgrund der steigenden Nachfrage der Familien einerseits und des großherzoglichen Reglements vom 14. November 2013 betreffend die Gewährung einer Zulassung an die Betreiber von Betreuungsstrukturen für Kinder, andererseits. Artikel 23 sieht vor, dass die Zulassung, welche gemäß den Bestimmungen der vorherigen großherzoglichen Reglemente erteilt wurde, am 15. Juli 2016 auslaufen wird.

7

Décompte de travaux : Réfection du pavillon annexe du pôle scolaire de Crauthem

Décompte définitif établi le 19 décembre 2013 à 74.091,02 €. Le décompte concerne le projet de rénovation de la façade du pavillon annexe du pôle scolaire de Crauthem.

7

Abrechnung der Arbeiten: Instandsetzung des Schulpavillons des Campus Crauthem

Die endgültige Abrechnung der Arbeiten vom 19. Dezember 2013 beläuft sich auf 74.091,02 €. Die Abrechnung betrifft die Erneuerung der Fassade des Schulpavillons in Crauthem.

8

Présentation du plan pluriannuel de financement portant sur les exercices financiers 2015, 2016 et 2017

Présentation au conseil communal du plan pluriannuel de financement portant sur les exercices financiers 2015, 2016 et 2017. Il s'agit du premier PPF établi selon la nouvelle législation en vigueur relative à la comptabilité communale.

8

Vorstellung des mehrjährigen Finanzierungsplans für die Geschäftsjahre 2015, 2016 und 2017

Vorstellung des mehrjährigen Finanzierungsplans betreffend die Geschäftsjahre 2015, 2016 und 2017. Es handelt sich um den ersten Finanzierungsplan, welcher gemäß der neuen Gesetzgebung betreffend die Buchhaltung der Gemeinden erstellt wurde.

Modification du Règlement sur l'occupation d'élèves et d'étudiants

Modification du règlement sur l'occupation d'élèves et d'étudiants du 8 février 1995 sur proposition de la commission sociale.

Modifications proposées :

- Article 2 : il est précisé qu'il ne s'agit que de la période estivale.
- Article 5 : la tranche d'âge des personnes pouvant être considérées comme élève ou étudiant est élargie : 15 au lieu de 16 ans et 27 au lieu de 25 ans.
- Article 8 : il est donné priorité aux candidats, qui lors du tirage au sort de l'année précédente, n'ont pas été retenus. Les candidats, se présentant deux années de suite, sont désignés par tirage au sort.

10.1

Démission du chef de corps adjoint du service d'incendie et de sauvetage volontaire de la commune de Roeser

Démission des fonctions de chef de corps adjoint avec effet au 18 janvier 2014 présentée par Monsieur Claude Loullingen.

10.2

Nomination d'un nouveau chef de corps adjoint du service d'incendie et de sauvetage volontaire de la commune de Roeser

Nomination d'un nouveau chef de corps adjoint en vertu de l'article 21 du règlement grand-ducal du 6 mai 2010 portant organisation (...) des services d'incendie et de sauvetage des communes suite à la démission de Monsieur Claude Loullingen. Le corps des sapeurs-pompiers propose de nommer Monsieur René Engleitner.

L'article 21 du règlement grand-ducal du 6 mai 2010 dispose que chaque corps est placé sous le commandement d'un chef de corps et d'un ou de deux chefs de corps adjoints désignés par le conseil communal pour un terme de cinq ans.

Abänderung der Verordnung betreffend die Beschäftigung von Schülern und Studenten

Auf Vorschlag des Sozialausschusses wird die Verordnung betreffend die Beschäftigung von Schülern und Studenten vom 8. Februar 1995 abgeändert.

Vorgeschlagene Änderungen:

- Artikel 2: es wird präzisiert, dass es sich um die Sommerferien handelt
- Artikel 5: die Altersspanne der Personen, welche als Schüler oder Student angesehen werden können, wird erweitert: von 15 bis 27 Jahren (statt 16 bis 25 Jahren)
- Artikel 8: Kandidaten, welche bei der Auslosung des vorhergegangenen Jahres nicht berücksichtigt wurden, erhalten Vorrang. Kandidaten, welche 2 Jahre nacheinander kandidieren, werden durch Auslosung bestimmt.

10.1

Rücktrittsgesuch des stellver- tretenden Korpschefs der freiwilligen Feuerwehr der Gemeinde Roeser

Rücktrittsgesuch des stellvertretenden Korpschefs Claude Loullingen mit Wirkung auf den 18. Januar 2014.

10.2

Ernennung eines neuen stellvertretenden Korpschef der freiwilligen Feuerwehr der Gemeinde Roeser

Ernennung eines neuen stellvertretenden Korpschefs gemäß Artikel 21 des großherzoglichen Reglements vom 6. Mai 2010 betreffend die Organisation der Feuerwehr- und Notdienste der Gemeinden in Folge des Rücktrittsgesuchs von Herrn Claude Loullingen. Das Feuerwehrkorps schlägt vor, Herrn René Engleitner zu ernennen.

Artikel 21 des großherzoglichen Reglements vom 6. Mai 2010 sieht vor, dass jedes Feuerwehrkorps unter dem Kommando eines Korpschefs und von einem oder zwei Stellvertretern steht, welche vom Gemeinderat für die Dauer von 5 Jahren ernannt werden.

Questions orales des conseillers

Pierre Schumacher :

J'ai constaté une erreur sur le nouveau site internet concernant la composition des commissions consultatives. La composition d'une commission n'a pas été actualisée.

Réponse du bourgmestre : Nous vérifierons les indications sur le site et procéderons à une rectification si nécessaire.

Pierre Schumacher :

La Commune a prévu d'acquérir encore d'autres véhicules électriques. Ne serait-il pas opportun de prévoir des bornes de rechargement sur des parkings publics ?

Réponse du bourgmestre : Nous voudrions bien le faire. Mais pour le moment, ce n'est pas possible parce que les différents fournisseurs d'énergie ne se sont pas encore mis d'accord sur le modèle de prise. En outre, ils n'ont pas encore de modèle pour se facturer entre eux les frais de roaming. Un client d'un fournisseur ne pourrait donc pas profiter des bornes d'un autre fournisseur.

Réponse de l'échevin Dostert-Wagener : En complément, je peux dire que ces problèmes seront résolus d'ici peu. Le Ministère a le projet de faire installer des bornes sur tous le territoire du pays. A ce moment-là, il s'agira d'une prise uniforme pour tous les fournisseurs d'énergie.

Pierre Schumacher :

Avez-vous eu des réclamations suite à l'entrée en vigueur de l'interdiction de fumer dans les cafés dans notre commune ?

Réponse du bourgmestre : Non.

Pierre Schumacher:

Concernant le nouveau projet d'aménagement général: A quel stade de l'élaboration est-on actuellement ?

Réponse du bourgmestre : On attend l'avis du Ministère de l'Environnement concernant la vérification environnementale stratégique.

Nadine Brix :

Dans ce contexte, je me demande s'il ne serait pas opportun d'attendre la publication des plans sectoriels. Ces plans devraient être publiés d'ici quelques mois.

Réponse du bourgmestre : Les plans sectoriels entreront en procédure d'ici quelques mois. Ils entreront en vigueur au plus tôt dans deux ans. La loi sur l'aménagement communal prévoit que les communes auront un délai de deux ans pour adapter leur PAG aux plans sectoriels.

Mündliche Fragen der Gemeinderäte

Pierre Schumacher:

Ich habe festgestellt, dass ein Fehler auf der neuen Internetseite steht betreffend die kommunalen Ausschüsse. Die Besetzung eines Ausschusses wurde nicht aktualisiert.

Antwort des Bürgermeisters: Wir werden dies überprüfen und gegebenenfalls verbessern.

Pierre Schumacher:

Die Gemeinde wird in Zukunft noch weitere Elektrofahrzeuge anschaffen. Wäre es nicht ratsam, Ladestationen auf öffentlichen Parkplätzen einzurichten?

Antwort des Bürgermeisters: Das würden wir gerne machen. Leider ist es momentan nicht möglich, da die verschiedenen Stromanbieter verschiedene Steckdosen haben. Ferner haben die Anbieter noch keine Lösung gefunden, wie die sogenannten Roamingkosten untereinander berechnet werden könnten. Ein Kunde eines Anbieters könnte also nicht an der Station eines anderen Anbieters laden.

Antwort der Schöffin Dostert-Wagener: Ergänzend kann ich sagen, dass diese Probleme bald gelöst werden. Das Ministerium hat vor, flächendeckend Ladestationen zu errichten. Diese Stationen werden dann auch eine einheitliche Steckdose haben.

Pierre Schumacher:

Haben Sie Beschwerden erhalten nach dem Inkrafttreten des Rauchverbots in den Kneipen aus unserer Gemeinde?

Antwort des Bürgermeisters: Nein.

Pierre Schumacher:

Betreffend den neuen allgemeinen Bebauungsplan: Wo befinden wir uns aktuell bei der Ausarbeitung?

Antwort des Bürgermeisters: Aktuell warten wir auf das Gutachten des Umweltministeriums betreffend die strategische Umweltprüfung.

Nadine Brix:

In diesem Zusammenhang, frage ich mich, ob es nicht opportun wäre, die Veröffentlichung der „plans sectoriels“ abzuwarten. Diese werden in wenigen Monaten veröffentlicht.

Antwort des Bürgermeisters: Die „plans sectoriels“ werden in einigen Monaten in die Prozedur gehen. Sie treten frühestens in zwei Jahren in Kraft. Das Gesetz sieht vor, dass die Gemeinden zwei Jahre Zeit haben, um ihren allgemeinen Bebauungsplan den „plans sectoriels“ anzupassen.

Nadine Brix :

Le règlement interne du conseil communal prévoit que tout élu peut participer aux réunions d'une commission consultative comme observateur. Ne pourrait-on pas également leur faire parvenir les rapports ?

Réponse du bourgmestre : C'est également prévu par le règlement. Les commissions consultatives doivent rendre compte de leurs délibérations endéans un délai d'un mois par la transmission du rapport aux membres du collège échevinal et du conseil.

Nadine Brix :

Nous n'étions pas présents lors de l'annonce du nouveau concept de ramassage des ordures à l'occasion du vote du budget. Est-ce qu'il y aura encore un débat sur le mode de facturation des déchets (fréquence, facturation sur le poids) ?

Réponse du bourgmestre : Les récipients seront équipés d'une puce électronique et la facturation se fera selon la fréquence de l'enlèvement.

Nadine Brix :

Quelle est la position du collège échevinal concernant le bâtiment de la gare de Berchem ?

Réponse du bourgmestre : Le collège échevinal aimerait le conserver. Si cependant il ne sera pas possible d'aménager un passage souterrain adapté aux besoins des personnes à mobilité réduite en conservant le bâtiment, le collège acceptera sa démolition.

Nadine Brix :

Est-ce que le collège échevinal a déjà réfléchi à une cérémonie laïque pour la fête nationale ?

Réponse du bourgmestre : A Roeser, la cérémonie est laïque depuis plusieurs années. Le discours du bourgmestre a lieu depuis longtemps déjà directement après le cortège. Après, les participants ont le choix de se rendre à l'église pour le Te Deum ou de se rendre directement à la fête populaire. Pour le reste, nous attendons d'éventuelles propositions de la part du Gouvernement.

Nadine Brix:

Die neue Hausordnung des Gemeinderats sieht vor, dass die Mitglieder des Gemeinderats die Sitzungen der Ausschüsse als Beobachter verfolgen dürfen. Könnte man ihnen nicht auch die Berichte zukommen lassen?

Antwort des Bürgermeisters: Dies ist ebenfalls in der Verordnung vorgesehen. Die Berichte der kommunalen Ausschüsse müssen innerhalb eines Monats an den Schöffenrat und den Gemeinderat verschickt werden.

Nadine Brix:

Wir waren abwesend, als das neue Müllkonzept im Rahmen der Haushaltsdebatten vorgestellt wurde. Wird es noch eine weitere Debatte hierüber geben (Berechnung gemäß Frequenz der Entleerungen oder gemäß dem Gewicht)?

Antwort des Bürgermeisters: Die Behälter werden mit einem Chip ausgerüstet. Die Berechnung erfolgt gemäß der Frequenz der Entleerungen.

Nadine Brix:

Wie ist die genaue Position des Schöffenrats betreffend das Gebäude des Bahnhofs Berchem?

Antwort des Bürgermeisters: Der Schöffenrat möchte das Gebäude erhalten. Sollte es jedoch nicht möglich sein, eine Unterführung zu bauen, welche von Personen mit begrenzter Mobilität genutzt werden kann, ohne das Gebäude abzureißen, so akzeptiert der Schöffenrat den Abriss.

Nadine Brix:

Hat der Schöffenrat bereits über eine nicht religiöse Feier nachgedacht für Nationalfeiertag?

Antwort des Bürgermeisters: In Roeser sind die Feierlichkeiten seit einigen Jahren bereits nicht religiös. Die offizielle Rede des Bürgermeisters findet direkt nach dem feierlichen Zug durch die Straßen statt. Danach haben die Teilnehmer die Möglichkeit, in das Te Deum zu gehen oder sich direkt auf das Volksfest zu begeben. Für den Rest warten wir auf etwaige Vorschläge von Seiten der Regierung.

Chaque groupement politique peut s'exprimer sur une page du bulletin communal « De Buet » pour chaque séance du conseil communal pour expliquer son vote et présenter son point de vue concernant les points figurant à l'ordre du jour.

Jede politische Partei verfügt über eine Seite im Gemeindeblatt „De Buet“ pro Gemeinderatssitzung, um ihr Abstimmungsverhalten zu begründen beziehungsweise ihre Standpunkte zu einzelnen Punkten der Tagesordnung zu erklären.



**LSAP Fraktioun
Gemeng Réiser**

Stellungnahme zur Gemeinderatssitzung vom 10. Februar 2013

Zu Punkt 5.0 der Tagesordnung betreffend den Teilbebauungsplan PAP Kromstucker II :

Bei diesem Teilbebauungsplan geht es um das Errichten von 3 Gebäuden in Liwingen in der « rue de Turi », hinter den bereits bestehenden Hotels und dem administrativen Gebäude. Vorgesehen ist der Bau eines zusätzlichen Hotels, sowie administrativer Gebäude, mit dem Einrichten einer Kindertagesstätte, sowie anderer Gewerbeflächen.

Bereits als diese Flächen Anfang der 2000er Jahre in den allgemeinen Bebauungsplan aufgenommen wurden und diese als « zone hôtelière et tertiaire » ausgewiesen wurden, war eine Erschliessung demnach vorgesehen. Ein erster PAP wurde letztes Jahr einstimmig vom Gemeinderat abgewiesen. Daraufhin fanden Unterredungen zwischen dem Schöfferrat, der staatlichen « cellule d'évaluation » und dem Promotor statt, welches ein überarbeitetes, stark verkleinertes Projekt zur Konsequenz hatte. Daher wundert es die LSAP, dass die « cellule d'évaluation » dieses Mal, neue, bisher nie ausgedrückte Bedenken zur Sprache brachte. Die LSAP-Fraktion teilt die Einschätzung des Schöfferrates, dass die eingebrachten Argumente betreffend die Klassierung der Grundstücke falsch sind und daher auch so nicht angenommen werden können. Tatsächlich wurde im Jahr 2003 nicht nur das Los, wo bereits die heutigen Gebäude errichtet wurden, von einer Hotelzone, in eine « zone hôtelière et tertiaire » umklassiert, sondern das gesamte Gebiet.

Die LSAP-Fraktion ist der Meinung, dass dieses Projekt keinen negativen Einfluss auf die Lebensqualität der Einwohner haben wird und dass durch die Ansiedlung neuer Betriebe, ebenfalls mittelfristig, zusätzliche Einnahmen für die Gemeindekasse zu erwarten sind. Überraschend findet die LSAP-Fraktion die Einschätzung, welche auch von Teilen der anwesenden Opposition aufgegriffen wurde, dass aus urbanistischen und landesplanerischen Gründen, hier keine zusätzliche Aktivitäten entstehen dürften. Dies wundert einen umso mehr, da in Nachbargemeinden, offensichtlich bis an unsere Gemeindegrenzen heran gebaut werden darf, ohne Rücksicht auf landesplanerische Argumente, unser Gemeindegebiet dann aber als Naherholungsgebiet für diese Kommunen gelten soll. So lange die Gemeindefinanzen abhängig von der Gewerbesteuer, der erwirtschafteten Lohn- und Mehrwertsteuer auf dem kommunalen Gebiet, sowie dem Ratio zwischen Einwohnerzahl und Zahl der Arbeitsplätze auf kommunaler Ebene abhängig sind, wird sich die LSAP-Mehrheitsfraktion auch weiterhin für eine, mit der Lebensqualität seiner Einwohner, verträglichen Ansiedlung neuer gewerblichen Aktivitäten einsetzen. Hierzu zählt auch der « Ilôt » rund um die Hotels in Liwingen, ein Gebiet, was ohnehin durch die Neubaustrecke der Eisenbahn in den kommenden Jahren ihr Gesicht erheblich verändern wird. Daher stimmte die LSAP-Fraktion geschlossen diesem Teilbebauungsplan zu, auch weil es bei diesem PAP keinen Einwand von Seiten der Bevölkerung während der Frist gab.

Zu Punkt 6.2. der Tagesordnung betreffend den Ausbau der « Maison Relais » in Roesser.

Entgegen der immer wiederkehrenden Behauptung der Opposition, dass der Ausbau der Auffangstrukturen mit der demographischen Entwicklung unserer Gemeinde zusammenhänge, stellt die LSAP fest, dass obwohl die Schülerzahlen in der Grundschule relativ stabil sind und nur unwesentlich ansteigen, die Nachfrage an zusätzlichen Plätzen in der « Maison Relais » weiter ansteigt. Unsere Gesellschaft hat sich in den letzten Jahren stark verändert und diese Entwicklung geht weiter, auch in der Roesser Gemeinde. Alleinerziehende Eltern auf der einen Seite, Familien, wo beide Elternteile einem Job nachgehen, auf der anderen Seite, haben zur Konsequenz, dass die Nachfrage zur Unterbringung der Kinder in den Auffangstrukturen weiter anwächst. Die LSAP-Fraktion ist der Auffassung, dass es die Aufgabe einer verantwortlichen Kommunalpolitik ist, dieser Nachfrage gerecht zu werden. Auch wenn die finanziellen Mittel sich immer stärker im Gemeindehaushalt auswirken, dies sowohl was die Funktionskosten anbelangt und zusätzlich in diesem Fall die hohen Investitionskosten für ein neues Gebäude für 140 Kinder, so geniessen die Vereinbarkeit von Berufs- und Familienleben, sowie qualitativ hochwertige Auffangstrukturen, auch weiterhin absolute Priorität für die LSAP. 5,1 Millionen Euro sind sehr viel Geld für unsere Gemeinde, insbesondere weil längst nicht mehr 50% der Investitionskosten vom Staat übernommen werden, da die staatlichen Zuwendungen für dieses Projekt sich auf 1,4-1,6 Millionen begrenzen dürften. Lieber andere nicht so prioritäre Projekte um einige Jahre zurückstellen, als die Familien mit ihren Kindern im Regen stehen zu lassen. Daher ist die sozialistische Fraktion der Meinung, dass der jetzt entschiedene Ausbau in Form eines neu zu errichtenden Gebäudes hinter der bestehenden Struktur in Roesser, in modularer Bauweise nach Niedrigenergiestandard eine wichtige Zukunftsinvestition ist. Es entsteht bis September 2014 ein funktionales Gebäude, was allen Qualitätsnormen entspricht, ohne übertriebenen Luxus, und so kostengünstig wie möglich.

Chaque groupement politique peut s'exprimer sur une page du bulletin communal « De Buet » pour chaque séance du conseil communal pour expliquer son vote et présenter son point de vue concernant les points figurant à l'ordre du jour.

Jede politische Partei verfügt über eine Seite im Gemeindeblatt „De Buet“ pro Gemeinderatssitzung, um ihr Abstimmungsverhalten zu begründen beziehungsweise ihre Standpunkte zu einzelnen Punkten der Tagesordnung zu erklären.



**CSV Fraktioun
Gemeng Réiser**

Einige Bemerkungen der CSV-Fraktion zu der Gemeinderatssitzung vom 10. Februar 2014

Punkt 5.0

Die CSV-Fraktion hat sich positiv zum PAP Kromstucker geäußert.

Einerseits wird sich das Bauvorhaben auf den Grundstücken, die in der „Zone Hotelière et Tertiaire « in Livingen liegen, nicht negativ auf die Lebensqualität der Einwohnern aus der Roeser Gemeinde auswirken.

Andererseits werden hier Arbeitsplätze entstehen, sei es in den vorgesehenen Büroflächen, in der Restauration, usw... Durch diese Aktivitäten wird die Gemeinde sowohl vom "Impôt Foncier" als auch vom "Impôt Commercial" profitieren können, die den Gemeindefinanzen zugutekommen werden.

Punkt 6.2

Mit dem Ausbau der Maison Relais in Roeser wird voraussichtlich im März 2014 begonnen, um dann ab September 2014 in Betrieb genommen zu werden.

Dieser Ausbau, respektiv Vergrößerung, fügt sich nahtlos in die konsequente Politik der Majorität ein, welche in der Schöfferratserklärung festgelegt hat, dass Investitionen in Infrastrukturen zur Betreuung der Kinder eine Priorität sind.

Die Ausgangs 2013 fertiggestellten Pläne sahen einen Neubau der Maison Relais vor, der nicht mit dem bestehendem Gebäude verbunden war und es war nur ein Geschoss vorgesehen. Nach Gesprächen mit den zuständigen Instanzen und aber auch nach Kenntnisnahme eines neuen "Règlement Grand-Ducal" musste vom ersten Plan abgesehen werden.

Dieses "Règlement Grand-Ducal" sieht u.a. vor, dass ab Sommer 2016 alle behelfsmäßig errichteten Aufenthaltsräume für Kinder nicht mehr genehmigt werden. Außerdem müssen dem Personal gesonderte Büroräume zur Verfügung gestellt werden und es muss ein Elternsprechzimmer eingerichtet werden.

Unter Berücksichtigung dieser Auflagen wurden dem Gemeinderat in der Sitzung vom 10. Februar 2014 die neuen Pläne mit dem Kostenvoranschlag präsentiert, welcher sich auf ca 5 Millionen Euro beläuft.

Nach anfänglicher Skepsis, bedingt durch den hohen Kostenfaktor, hat die CSV-Fraktion dem Schöffenkolegium seine Zustimmung gegeben und spricht sich für den Ausbau aus.

Zu der finanziellen Beihilfe vom Staat beim Bau von Betreuungsstrukturen hat die CSV-Fraktion sich eher kritisch geäußert. Vorgesehen sind 50% Beihilfe bei einem Maximum von 10.000 € pro Kind. Bedingt durch die hohen Auflagen betreffend die Sicherheit der Kinder, die sanitären Einrichtungen sowie die professionelle Küche und vieles andere, wäre eine staatliche Subvention von 15000 € angebracht.

Chaque groupement politique peut s’exprimer sur une page du bulletin communal « De Buet » pour chaque séance du conseil communal pour expliquer son vote et présenter son point de vue concernant les points figurant à l’ordre du jour.

Jede politische Partei verfügt über eine Seite im Gemeindeblatt „De Buet“ pro Gemeinderatssitzung, um ihr Abstimmungsverhalten zu begründen beziehungsweise ihre Standpunkte zu einzelnen Punkten der Tagesordnung zu erklären.



déli gréng Fraktioun Gemeng Réiser

Säit Oktober 2011 hu mir, déi gréng Réiserbann, mat eisen zwee Gemengeréit Nadine Brix a Guy Conrady no beschtem Wëssen a Gewëssen am Sënn vun enger nohalteger Entwécklung vum Réiserbann matgeschafft. Allerdengs bedenge gesondheetlech Problemer dat eise Kolleg Guy Conrady mat effet immédiat seng politesch Mandater niddleeë muss. Dem Guy Conrady seng Plaz am Gemengerot huet de Pierre Schumacher iwwerholl.

Mir wäerten also mat eisem Engagement weiderfueren!

An deem Sënn hunn déi gréng Réiserbann dem Schäfferot dann och mam **Punkt 1.2** proposéiert, d’Copropriétéite vun Appartementshaiser ze sensibiliséiere fir an hire Residenzen de Bewunner **kleng Recyclingsanlagen** zur Verfügung ze stellen. Wéi schonn op RTL ze gesi war, ginn et esou Initiativen ewell uechter d’Land an déi hunn vill Succès. Et ass sënnvoll dëst an dat neit Offallkonzept anzebannen. Mir mengen allerdéngs, dat et gutt as direkt beim Opstelle vun de Reglementer drun ze denken, an net ze waarde bis den Offallkonzept fäerdeg ausgeschafft ass.

De **Punkt 5.0** um Ordre de jour interpelléiert ons als gréng Fraktioun besonnesch. Et handelt sech heibäi em en **Projet d’aménagement particulier um Site Kromstucker** niewent den Hotelstierm bei der Autobunn zu Léiweng. Et sinn 3 grouss Gebaier do geplangt mat Büroen, Geschäfte an enger Crèche. D’Majoritéitspartei gesinn an dësem Projet eng nei Geldquell. Mir gesinn ower och net esou positiv Saachen an hunn dowéinst net fir de Projet gestemmt.

1. Déi gréng Réiserbann stoussen sech dorun dat et Onkloerheete gëtt wat d’Konformitéit vum PAP mam PAG betrëfft, ëmmerhinn huet déi staatlech Cellule d’Evaluation an hirem Avis de Projet als net konform bezechent.
2. En anert Argument ass d’Fuerderung déi aus enger gesonder urbanistescher Astellung ervirgeet, Nopeschdierfer net unenee wuessen ze loossen, mä dozwischen eng gréng Iwwergangszon ze reservéieren. Duerch dëse Projet wär de baulechen Uschloss u Beetebuerg scho quasi do an als gréng di mer ons schwéier nozekucke wann eis Gréngflächen zwëschen den Uertschaften lues a lues zou-betonéiert ginn.
3. Am Projet vermësse mir konkret d’Ubannen un den öffentlechen Transport.
4. Ons ass och opgefällt datt d’Crèche kee richtegen Ausseberaich huet.
5. Och sinn d’Gréngzonen ob de Pläng net amenagéiert esou dat sech d’Leit déi do schaffen net do ophale kënnen.

Am **Punkt 6.2** wou et em eng **Extensioun vun der Maison Relais** zu Réiser geet stelle mir fest, dass daat aktuell Gebai jo nach guer net laang renovéiert ass a schonn erëm ze kleng ass. Och wann ons Gesellschaft sech verännert huet an et ëmmer méi Elengerzéier gëtt an d’Elteren an der Koppel musse schaffe goen, si mir der Meenung dat se hei zu Réiser der demographescher Entwécklung hannendrun laafen am Plaz se viraus ze gesinn. Mir maachen ons och Gedanken ob de Parking herno nach grouss genuch ass. Déi gréng Réiserbann hunn dësem Projet zougestëmmt, well mir am Moment net genuch Plaze fir d’Kanner an der Maison Relais hunn.